

**L'UPR demande à Macron et au gouvernement de condamner avec la plus grande fermeté l'appel de Luc Ferry aux forces de l'ordre « à se servir de leurs armes une bonne fois » contre les « gilets jaunes » et demande l'ouverture d'une information judiciaire contre l'ancien ministre.**

Ce 8 janvier 2019, sur Radio Classique, l'ancien ministre de l'Éducation Luc Ferry a appelé les policiers [« à se servir de leurs armes une bonne fois »](#) contre les « gilets jaunes » pour se défendre en cas de débordements dans les manifestations, et a même préconisé l'emploi de « la 4e armée du monde » pour **« en finir avec ces saloperies »**.

Ces propos horrifiants et extrémistes, dignes d'un criminel de guerre, sont d'autant plus irresponsables que la situation politique et sociale est déjà explosive et qu'ils ne peuvent qu'attiser encore un peu plus la colère des

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
« gilets jaunes ». Ils ont été légitimement interprétés par la presse comme un appel explicite à [tirer sur les manifestants](#). Ces propos ont provoqué un énorme scandale, que l'ancien ministre [a tenté hypocritement de corriger, mais trop tard](#).

L'Union populaire républicaine (UPR) condamne bien entendu les violences subies par quelques membres des forces de l'ordre ; mais elle tient à rappeler que le nombre de victimes civiles très grièvement blessées et parfois handicapées à vie, est sans commune mesure beaucoup plus important et que la violence de la répression suscite l'indignation d'une grande partie des Français, ainsi que de la communauté internationale.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~Les victimes de la répression policière se chiffrent en dizaines. Cela ne suffit-il pas au~~  
~~Ministre de la Haute-Normandie à demander l'arrêt de la libération de la France de la haine européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
« philosophe » Ferry qui pousse désormais à la guerre civile ?

**L'UPR demande en conséquence à Macron et au gouvernement de condamner avec la plus grande fermeté les propos de l'ancien ministre de l'Éducation nationale, qui constituent rien de moins qu'un appel au meurtre.**

**L'UPR demande également l'ouverture d'une information judiciaire contre ce singulier « philosophe » dont les propos sont susceptibles de tomber sous le coup de [la loi du 29 juillet 1881](#) qui prévoit une série d'exceptions à la liberté d'expression, dont les cas d'incitation à la haine et à la violence.**

